

Catherine Horel

HISTOIRE DE LA NATION HONGROISE

Des premiers Magyars à Viktor Orbán

Histoire d'une nation
TALLANDIER

Collection dirigée par Éric Anceau.

« Histoire d'une nation »

« Qu'est-ce qu'une nation ? » s'était demandé Ernest Renan en 1882 avant de répondre à la fois « une âme, un principe spirituel » et « un riche legs de souvenirs », mais aussi « le désir de vivre ensemble » et « un plébiscite de tous les jours ». Simplicité de la question, complexité de la réponse ! La nation dont on a prédit maintes fois la mort est aujourd'hui bien vivante, mais est l'objet de crises, de polémiques et d'instrumentalisations. Un détour par l'histoire s'impose...

La collection « Histoire d'une nation » consacre chacun de ses ouvrages à l'histoire de la construction nationale d'un État contemporain. En faisant appel aux meilleurs spécialistes, elle met au jour le processus que chaque nation a adopté, sa chronologie propre, ses éléments constitutifs primordiaux : conscience d'une singularité, rapport aux autres, volonté politique, part des groupes sociaux, rôle de la langue, de la culture, de la religion, des mythes, de la guerre, représentation de l'étranger et par l'étranger. Les auteurs explorent aussi les dimensions régionales et internationales, les défauts de cohésion et de mobilisation, la voie que chaque nation suit aujourd'hui et celle qu'elle pourrait emprunter demain. Cette histoire éclaire le présent et donne des pistes pour l'avenir, à la lumière fondamentale du passé.

Cartes : © Éditions Tallandier / Légendes cartographie, 2021

© Éditions Tallandier, 2021

48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris

www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4652-8

*En mémoire de Marianne Sághy (1961-2018),
historienne médiéviste, dont la disparition prématurée
m'a privée d'une amie très chère et du plaisir de discuter
avec elle du contenu de ce livre
qu'elle aurait certainement enrichi, et critiqué.*

Avant-propos

Sur la carte de l'Europe actuelle, la Hongrie se présente comme un petit pays d'un peu plus de 93 000 km² peuplé d'environ 9 800 000 habitants. Cette situation est le résultat du traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, au lendemain de la Première Guerre mondiale, qui voit l'ancien royaume millénaire amputé de 70 % de son territoire. L'onde de choc provoquée par cet événement se ressent jusqu'à nos jours. L'insistance sur le passé traduit la difficulté à construire une nouvelle identité libérée des deux totalitarismes du xx^e siècle que la Hongrie – et le reste de la région centre-européenne – a connus et qu'elle peine à interroger. L'intégration dans l'Union européenne n'a pas suffi à gommer ces souvenirs qui resurgissent régulièrement et sont difficilement compris par les Occidentaux. Le déni de souveraineté subi par la Hongrie à plusieurs reprises dans l'histoire explique en partie l'attitude du Premier ministre Viktor Orbán, qui ne cesse de défier ses partenaires européens en s'obstinant à mener une politique contraire aux valeurs qu'ils prétendent lui imposer.

D'un traumatisme réel, le pouvoir actuel en Hongrie fait un *memento* permanent, en désignant l'année 2020 comme celle « de l'unité » (*19/2020 összetartozás éve*) et en installant sur les grilles du Musée national des panneaux qui retracent non seulement l'histoire du pays, mais montrent ostensiblement les provinces détachées, du nord

au sud et de l'est à l'ouest, et les minorités magyares qui les peuplent.

Ces considérations ne relèvent pas seulement de l'anecdote, mais introduisent à la problématique de la représentation de soi et à l'image que se font les autres d'une nation, d'un pays – au sens de territoire, plus proche de la notion de *Land* en allemand –, voire d'un État auquel certaines entités ont appartenu pendant des siècles. En Hongrie, l'omniprésence de la carte de la Hongrie royale dans le paysage médiatique (le bulletin météorologique montre les territoires frontaliers peuplés de minorités hongroises), de la Sainte Couronne et des armoiries royales simplifiées (on en a prudemment ôté celles des territoires séparés) détermine le cadre dans lequel s'inscrit le sentiment national d'un pays qui se complaît dans la nostalgie d'avoir été grand.

Cette grandeur révolue permet non seulement d'affirmer sa place en Europe, mais aussi de délivrer un message spécifiquement centre-européen : la survie de la nation malgré la disparition entière ou partielle de l'État à plusieurs reprises depuis le Moyen Âge. Ces épisodes sont les grandes séquences qui marquent l'histoire du pays et construisent la conscience nationale : peu importe qu'ils soient mythifiés ou travestis, ils constituent des bornes de la mémoire. Ce sont généralement les défaites qui rythment ces étapes, développant un martyrologe dont la Hongrie et l'Europe centrale ne sont pas encore sorties. L'angoisse de la disparition et la victimisation, renforcées par l'apport d'analyses occidentales, fait peser sur ces pays la menace de la submersion, voire de la disparition en ce qui concerne les Hongrois. L'Europe centrale se complaît dans la défaite au point d'en faire un élément de sa culture. Vaincus certes, mais, sur le champ de bataille de l'intellect, les Centre-Européens se veulent supérieurs aux envahisseurs. Par conséquent, l'insurrection, la révolte sont des entreprises de catharsis dont

l'écrasement finit par être transformé en énergie positive. C'est le cas en Hongrie lors des mouvements nationaux de 1848, mais aussi en 1956 lors de l'insurrection contre la domination soviétique.

Au-delà de sa spécificité centre-européenne modelée par l'histoire, la Hongrie développe à l'envi son particularisme linguistique qui la fait se concevoir parfois comme un pont entre Europe orientale et Europe occidentale, plus fréquemment en réalité comme une île aux amarres incertaines entre Germains, Slaves et Latins, puisque les trois espaces linguistiques ont laissé d'abondantes traces dans sa langue. Est Hongrois celui ou celle qui parle hongrois, qu'il ou elle soit natif du pays, des territoires détachés, émigré ou descendant d'émigrés. Dès le XVIII^e siècle, non seulement le hongrois a été cultivé par les élites qui l'ont adapté aux temps modernes, mais il est devenu un outil d'assimilation de populations non magyarophones. L'identification à la nation par la langue sans considération des origines a représenté à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle un modèle inclusif proche de celui de la France.

La langue hongroise témoigne de cette adéquation entre sentiment national et appartenance territoriale : un seul mot désigne en effet tout ce qui est hongrois, *magyar*, alors que toutes les autres langues, à commencer par celles des pays voisins, opèrent une distinction entre les citoyens du pays (Hongrois) et ceux qui se considèrent comme appartenant à l'ethnie (Magyars). Par conséquent, une confusion surgit lorsqu'il s'agit de définir ce qu'est le peuple (*nép*) hongrois et on utilise la notion de nation (*nemzet*) qui permet la distinction entre les citoyens : Magyars d'un côté et « autres » (Allemands, Slovaques, Ruthènes, Roumains, Serbes). Dans le courant du XIX^e siècle, l'essor de la science ethnographique a permis de différencier les peuples de la monarchie des Habsbourg avant que ne leur soit reconnue

une identité nationale dont le sens est encore flou puisque plusieurs d'entre eux (Slovaques, Slovènes, Ruthènes) ne peuvent s'identifier à une construction historique qui détermine leur droit d'État au même titre que les royaumes de Hongrie, Croatie, Bohême et Pologne, et a fourni un cadre de référence. Ainsi, dans les langues slaves, *narod/národ* combine à la fois les notions de peuple et de nation, ce qui peut être également le cas en allemand avec *Volk*.

Or le modèle hongrois, fondé sur la continuité d'un État centralisé, entend imposer un seul projet national, celui des Magyars. La construction de la nation au sens moderne à partir de la fin du XVIII^e siècle se heurte à ceux que formulent les groupes qui prétendent devenir des « nationalités » au sein du royaume, voire à développer des solutions irrédentes (Serbes, Roumains). Le rappel à l'histoire à travers l'État millénaire cherche à en montrer la cohésion. Les grands moments du récit national, l'idéal nobiliaire transnational, l'étendue du territoire qui forme une masse compacte face au morcellement des pays autrichiens, l'affirmation de la langue comme expression du génie magyar sont autant de repères pour comprendre le phénomène de construction nationale. Celle-ci se veut inclusive en utilisant pour nommer la patrie le mot *háza*, dérivé de *ház*, la « maison », plus proche donc de la notion allemande de *Heimat*, à laquelle correspond un autre radical, *hon*, désignant de même le sol natal, l'origine, plus géographique qu'ethnique. Enfin le terme « pays », *ország*, est parfois employé de manière interchangeable bien qu'il fasse référence plus concrètement au territoire et cela plus fréquemment à partir du XVI^e siècle.

Faire nation signifie alors se dire sujet d'un royaume et professer un patriotisme dynastique, bien que ce dernier n'exclue pas la dissidence, la révolte, voire le choix d'un autre souverain. Le caractère électif de la royauté en

Hongrie permet théoriquement l'accession au trône d'un monarque appartenant à une famille étrangère mais apparentée, y compris par les femmes, puisque la Hongrie ne connaît pas la loi salique, ce qui advint d'ailleurs à plusieurs reprises avant l'arrivée des Habsbourg. Toutefois, la permanence sur le trône des descendants du conquérant Árpád jusqu'au début du XIV^e siècle facilite, outre la continuité dynastique, une première mise en récit dont les principaux attributs sont le territoire et la sainteté, le second permettant une légitimation de l'étendue du premier. Les rois – Étienne (István), son fils Émeric (Imre) et Ladislas (László) – et les princesses de la famille árpádienne canonisés représentent une cohorte impressionnante ; ce sont eux les premiers personnages du panthéon national, sur lesquels se construit un narratif justifiant la conquête du territoire (*honfoglalás*) validée par l'adoption du christianisme.

Ces étapes antérieures de la construction nationale sont reprises au tournant du XVIII^e puis au XIX^e siècle dans une démarche de renouveau national qui s'oppose au cadre impérial imposé par l'Autriche. L'exigence de souveraineté vis-à-vis de Vienne se trouve reformulée sur une base plus large que celle qui a présidé aux révoltes nobiliaires des deux siècles précédents : le grand moment de cette mobilisation est la révolution de 1848 et la guerre d'indépendance qui s'ensuit avec pour la première fois une participation massive de la population sur le modèle inspiré de la levée en masse d'une nation en armes dont bien des éléments ne sont pas ethniquement magyars. La narration évolue dorénavant en un discours qui, vers la fin du siècle, tend, à l'intérieur, à dissocier plutôt qu'à associer les allogènes réfractaires à l'assimilation et, à l'extérieur, à prôner l'indépendantisme, voire le séparatisme par une surenchère permanente.

La définition de la nation hongroise connaît alors une crise dont les racines sont sociales en raison, d'une part,

du déclassement de la petite noblesse et, d'autre part, de l'absence de participation des paysans et ouvriers due au refus du suffrage universel ; et par conséquent politiques puisque l'absence de représentation parlementaire touche aussi les autres groupes nationaux. Les dernières décennies du siècle et les années qui précèdent la Première Guerre mondiale sont caractérisées par une interrogation récurrente sur l'identité non seulement des individus, mais aussi du pays. Le va-et-vient constant entre orientations occidentale et orientale obsède les intellectuels, persuadés de devoir choisir un camp synonyme dans un cas de progrès, dans l'autre de recul et de rejet de la modernité. Dans le même temps, les archéologues, historiens et linguistes s'empoignent sur la question des origines du peuple et de la langue. L'oscillation entre les deux pôles – que l'on observe aussi régulièrement en Pologne avec le recours aux origines sarmates – au gré de ce que l'on perçoit comme une déception de l'Occident constitue dès lors un paradigme récurrent qui persiste de nos jours malgré l'intégration européenne.

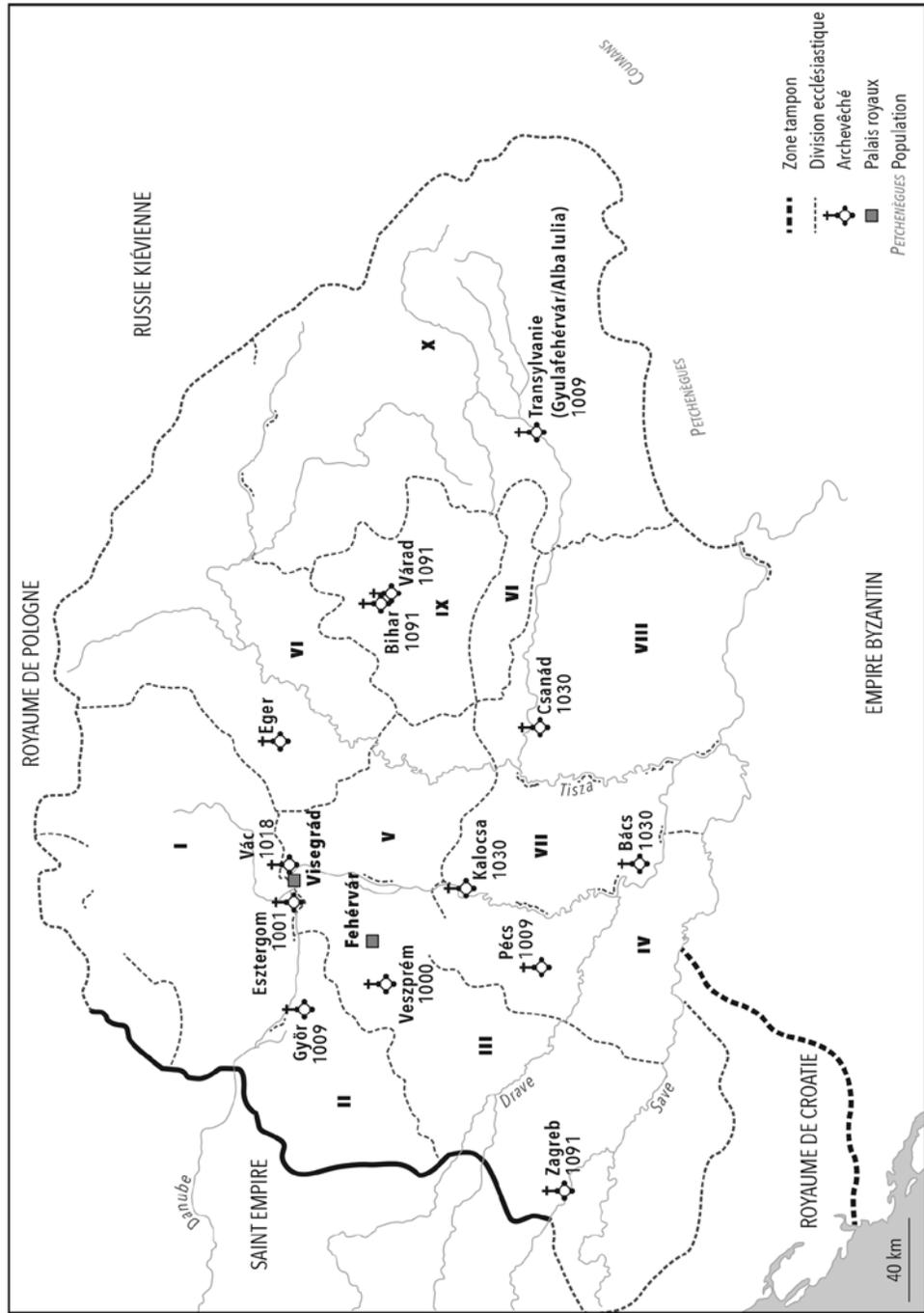
Alors que de nombreux ouvrages revisitent depuis deux décennies le rapport à l'Empire au sein de la monarchie des Habsbourg, à rebours des vulgates nationalistes formulées dans l'entre-deux-guerres qui essentialisaient les différentes nations et délivraient une analyse téléologique de l'effondrement de 1918, peu s'intéressent à la situation très particulière que la Hongrie y a occupée et qui constitue l'un des fondements de son identité nationale très largement construite en opposition à ce qui est représenté comme une annihilation de sa souveraineté. Or un examen de la longue durée de cette association qui atteint son point culminant durant la période du Compromis austro-hongrois (1867-1918) fait apparaître bien des nuances qui enrichissent la réflexion sur la nation hongroise.

Dans l'entre-deux-guerres, les questions « qui est Hongrois ? », « qu'est-ce qu'un Hongrois ? » se posent d'une façon particulièrement aiguë puisque certains repères fondamentaux sont brouillés. En effet, à l'issue de la Première Guerre mondiale, le pays accède à l'indépendance tant désirée par une fraction de la classe politique soutenue par une part importante de l'opinion, mais il subit dans le même temps un démantèlement consécutif à la chute de l'Empire. La fin de la Double monarchie se traduit donc pour la Hongrie par l'acquisition d'une souveraineté amputée, dont la douleur est aggravée par le syndrome de la défaite. L'identité collective hongroise vit là une crise majeure faute de pouvoir se projeter dans un avenir incertain à bien des égards. L'État hongrois est désincarné, car le souverain s'est démis de ses fonctions sans formellement abdiquer et le territoire millénaire est envahi et contesté. Il faut reconstruire un cadre politique dans lequel la nation puisse se reconnaître et fonctionner. C'est pourquoi la contre-révolution apparaît bientôt comme l'unique alternative, car elle repose sur les bases de l'ancien régime. C'est elle qui va imposer son analyse de la défaite et de l'effondrement de l'Empire. Or, son discours est ambigu : on exalte l'ancien régime dont on promeut les fondements chrétiens ; le déclenchement de la guerre est imputé à l'incurie des politiques, tout comme son issue, imposée à une armée qui n'a pas été vaincue ; la recherche de boucs émissaires conduit à incriminer les « ennemis de l'intérieur », au premier rang desquels les Juifs, vus comme étrangers à la communauté nationale. Dans un pays devenu quasiment homogène sur le plan ethno-linguistique, l'identité se formule désormais sur une base essentiellement rurale et chrétienne.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la Hongrie continue, depuis 1989 et malgré l'intégration européenne, à questionner son identité et à ériger la souveraineté en

dogme, ce qui la met souvent en porte-à-faux au sein des instances de l'Union européenne. La nécessité de réviser certaines notions et de rétablir la validité de faits historiques travestis était légitime au lendemain de la chute du régime communiste et elle a donné lieu à un travail remarquable de la part des historiens. Mais une confusion a rapidement été entretenue entre histoire et mémoire, que la profusion récente de lieux de mémoire contestables continue à alimenter. On retrouve dans le discours actuel les quatre composantes majeures constitutives de l'idée de nation en Hongrie et des mythes qu'elle génère : le territoire, qui est aussi celui de la langue ; l'État et la question omniprésente de la souveraineté ; le panthéon national avec ses héros, martyrs et traîtres ; les lieux de mémoire et leurs avatars au gré des régimes. Ces questions sont pertinentes pour l'histoire hongroise dans sa longue durée, ce qui conduit à les évoquer ici de façon thématique et transversale. Afin de ne pas dérouter un lectorat peu familier de la Hongrie, une chronologie et des cartes proposent des repères. Les noms de lieux et de personnes sont dans la langue originale, éventuellement traduits pour les plus connus (saint Étienne, Presbourg, etc.) et toujours accompagnés de leurs variantes (là encore Presbourg/Pozsony/Bratislava). Sauf mention contraire, toutes les traductions sont de l'auteur, qui a, en outre, délibérément renoncé à charger la bibliographie de titres en hongrois.

La Hongrie au XI^e siècle



INTRODUCTION

Étapes et figures de la construction nationale hongroise

Tout au long du parcours thématique proposé dans ce livre, les scansion chronologiques sont délimitées par plusieurs traumatismes – dont l'impact est toutefois, notamment pour ceux qui se déroulent avant la mise en récit systématique du XIX^e siècle – à relativiser. Le premier, en 1526, vient briser l'élan d'une construction étatique que l'on veut représenter comme glorieuse et continue depuis le tournant du X^e siècle.

*La Hongrie médiévale : de l'essor d'un royaume chrétien
à l'invasion ottomane (896-1526)*

Au IX^e siècle, lorsque les Magyars franchissent les Carpates et s'implantent dans le bassin danubien, leurs tribus sont suffisamment nombreuses et structurées pour que leur apparition alimente un récit des origines. Contrairement aux représentations de certains historiographes, le territoire hongrois n'était pas un vaste espace dépeuplé qui n'aurait eu d'autre fonction que d'accueillir les tribus magyares afin qu'elles y impriment leur marque. En revanche, l'Europe de la fin du IX^e siècle ne connaît pas encore de délimitations

de pouvoir bien précises et cette partie du continent est alors instable : à l'est, les seules puissances véritables sont l'Empire franc, encore présent en Pannonie occidentale, mais dont le pouvoir est plutôt symbolique ; au nord, le royaume morave ; au sud-est, Byzance et l'Empire bulgare se disputent la suprématie sur les Balkans. Les Hongrois s'installent sur les ruines de la domination avare (580-804), à tel point que certaines chroniques les dépeignent comme apparentés aux Avars et que l'empereur Constantin VII les assimile à des « Turcs ». Le reflux de l'Empire carolingien et la défaite des Bulgares permettent aux Hongrois de s'imposer sur les Moraves et d'affirmer au début du x^e siècle leur volonté de constituer un État.

Afin de s'insérer dans le cadre géopolitique de l'époque, les tribus magyares ne peuvent pas se contenter de raids guerriers pour leur propre compte ou bien à la solde de Byzance. Elles se dotent d'un chef, Árpád, qui s'impose à la tête de l'une des tribus et assure également sa descendance, même si la fonction est toujours le fruit d'une élection. Toutefois, la conception d'une dynastie árpádienne est une construction *a posteriori* des chroniqueurs soucieux d'ancrer la royauté dans la longue durée et d'associer aux souverains la figure du conquérant. L'étape suivante du récit national hongrois est l'évangélisation qui permet aux princes de s'allier aux royaumes voisins et de s'insérer ainsi dans la civilisation européenne. Le baptême des descendants d'Árpád a lieu à la fin du x^e siècle lorsque le souverain, le prince Géza, et son fils, Étienne, le reçoivent. Étienne est le deuxième personnage de la construction nationale selon la chronologie, mais le premier dans le panthéon magyar en raison de la christianisation, suivie, peu après qu'il a succédé à son père, en l'an mil, par son sacre par le pape Sylvestre II. Dès lors, le royaume de Hongrie se dote des instruments communs aux États médiévaux : noblesse et

épiscopat. Au sein du clergé, en partie importé d'Italie ou de Byzance, en partie issu de patriciens locaux, se forment les premiers chroniqueurs qui se muent en hagiographes d'Étienne, mort en 1038 et canonisé en 1083. Sur le plan législatif, la bulle d'or du roi André II en 1222 instaure la représentation parlementaire, que l'on appelle la diète, qui permet, d'une part, de dompter l'indiscipline des barons et, d'autre part, inscrit le droit d'insurrection parmi leurs prérogatives, ce qui ne manque pas d'être rappelé à plusieurs reprises dans l'histoire du pays. La diète constitue un élément important des relations entre la nation et le souverain puisque ce dernier est censé la convoquer régulièrement. Une autre caractéristique essentielle des fondements de l'État est le centralisme, qui conçoit le territoire comme une entité une et indivisible.

Árpád et Étienne, le chef païen et le roi saint, sont les figures tutélaires de la nation auxquelles s'ajoutent d'autres souverains, saints et saintes appartenant à cette dynastie. Le royaume médiéval bâtit sa légitimité sur la sainteté et développe pour ce faire un récit qui allie le mythe des origines et le caractère de peuple élu par Dieu. Le conquérant et le roi chrétien législateur permettent l'inscription dans un temps long qui garantit la possession du territoire et la continuité dynastique. Or cette dernière s'éteint au début du XIV^e siècle et l'on doit songer à recourir à nouveau au processus électif. L'habile politique matrimoniale qui a été menée par les souverains permet toutefois de ne pas rompre totalement le lien avec la famille des Árpádiens puisque le prince choisi, Charles Robert d'Anjou, roi de Naples, est l'arrière-petit-fils du roi Étienne V. Son élection renforce en outre le réseau d'alliances avec les cours occidentales (France, Espagne, Italie) qui s'ajoutent à celles scellées avec les Habsbourg et la Pologne. Ces connexions aboutissent

dans les décennies suivantes à une alternance sur le trône de princes issus de ces différentes maisons.

En 1387, c'est un prince germanique, Sigismond de Luxembourg, qui accède au trône grâce à son mariage avec Marie de Hongrie. À ce moment, les campagnes menées par l'Empire ottoman menacent directement la Hongrie, qui, depuis le début du XII^e siècle, a pris pied en Croatie, Slavonie, Dalmatie et Bosnie (la mère de Marie est une princesse bosniaque). Dès lors, un aspect important de la politique hongroise consiste en un renforcement de sa frontière méridionale par la construction ou la consolidation de forteresses, mais aussi par un réseau d'alliances permettant au besoin de lutter contre l'envahisseur. Pour la première fois, la Hongrie se voit dotée d'un souverain qui règne également sur le Saint Empire romain germanique sans qu'elle-même en fasse partie. L'union des couronnes de Hongrie, Bohême et Pologne se concrétise en la personne de Sigismond et ses successeurs : sa fille Élisabeth épouse Albert de Habsbourg, ce qui amène à nouveau la maison d'Autriche à prétendre au trône hongrois. Mais sa mort prématurée lors d'une campagne contre les Turcs entraîne une nouvelle querelle de succession qui favorise, après bien des péripéties, le recours en 1458 à un candidat « national » en la personne du fils du voïvode de Transylvanie, Mátyás Hunyadi, appelé aussi Mathias Corvin (1443-1490). Le surnom de Corvin renvoie à l'ascendance légendaire du général romain Marcus Valerius Messala Corvinus qui aurait possédé des terres à la frontière des provinces de Pannonie et de Dacie. L'origine valaque (roumaine) de la famille est en revanche avérée, même si les Hongrois dissimulent soigneusement cet élément dommageable à la représentation de Mathias comme souverain magyar.

Bien que les Anjou puis Sigismond aient été considérés comme de dignes successeurs des Árpádiens en vertu de

leurs liens matrimoniaux, le personnage de Mathias Corvin revêt une signification particulière dans la conscience nationale. Son origine transylvaine vaut brevet d'authenticité alors qu'en réalité sa famille du côté paternel est valaque, c'est-à-dire roumaine. Le fait qu'il s'impose, non sans mal, face aux candidats de maisons régnantes accroît son prestige de souverain autochtone. Jusque-là cet aspect n'avait que peu de résonance dans un univers mental étranger au nationalisme tel qu'il apparaît au XIX^e siècle. Mais les incursions ottomanes déterminent une réaction identitaire qui n'est pas seulement fondée sur la lutte entre mondes chrétien et musulman, mais aussi sur l'intégrité territoriale dans sa définition proto-nationale. Dès lors, le choix du souverain repose sur de nouveaux critères. Sa réussite ou son échec sont interprétés selon une grille de lecture qui oppose ce qui est étranger à ce qui est national. Par conséquent, Mathias fait l'objet d'une glorification peu regardante sur ses erreurs de jugement et son ambition démesurée. À sa mort, en 1490, la famille des Jagellons lui succède, impuissante à endiguer l'avancée turque et surtout à s'imposer face à une noblesse indisciplinée dont les historiens expliquent justement l'inconséquence par la succession sur le trône de dynasties étrangères. Louis II Jagellon, au pouvoir entre 1516 et 1526, est presque unanimement condamné par la postérité car c'est un roi vaincu. En effet, au flamboyant règne de Mathias Corvin, caractérisé par la floraison de la Renaissance en Hongrie, s'oppose le déclin inauguré par l'arrivée au pouvoir des Jagellons. La défaite subie à Mohács le 29 août 1526 relève de la téléologie et s'apparente à une punition divine que l'épisode brillant de Mathias Corvin n'aurait fait que retarder.

La bataille perdue retentit dans les consciences comme le premier traumatisme de la nation hongroise. La mort du jeune roi Louis II sur le champ de bataille rend immé-

diète la catastrophe. Elle détermine un avant et un après qui ne sont formulés comme tels que rétrospectivement. La Hongrie ne disparaît pas de la carte à l'instar de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle, mais le pays se trouve partagé : les Turcs en occupent le centre et le sud ; l'ouest et le nord-ouest échoient aux Habsbourg en vertu de l'alliance matrimoniale de 1515 qui a vu Louis épouser Marie de Habsbourg et sa sœur Anne s'unir à Ferdinand ; et la principauté de Transylvanie demeure indépendante mais vassale de l'Empire ottoman. Sur ce territoire continue à s'épanouir la Réforme, qui avait déjà gagné le pays dès la publication des thèses de Luther en 1517 et dont l'enseignement conduit dans un second temps à l'introduction du calvinisme, qui incarne progressivement la religion nationale.

La Hongrie des Habsbourg, 1527-1918

Les Habsbourg ne s'imposent que difficilement en Hongrie, où, au lendemain de la défaite de Mohács, une partie importante de la noblesse persiste à revenir à l'élection d'un souverain autochtone et choisit dans ce but le prince de Transylvanie, qui ne peut toutefois se maintenir. Dès lors, certains considèrent les souverains autrichiens comme illégitimes, tandis qu'une majorité de l'aristocratie affirme sa loyauté à leur égard. Ils respectent d'ailleurs le droit d'État hongrois, se font couronner à Presbourg, actuelle Bratislava, tant que Buda est occupée par les Turcs, et voient en la Hongrie la base de la reconquête qui ne cesse d'être leur objectif, ainsi que celui d'une partie des puissances chrétiennes (papauté, Venise, Espagne). De leur côté, les princes de Transylvanie et leurs soutiens au sein de l'aristocratie locale encouragent plusieurs rébellions contre les Habsbourg, tantôt soutenues par les Ottomans,

le roi de France, ou le roi de Pologne. Ces révoltes successives se déroulent entre la fin du xvii^e et le début du xviii^e siècle alors que l'Autriche entreprend de plus en plus d'opérations contre les Turcs, ce qui conduit à affaiblir l'une et les autres, ce dont tentent de profiter ceux que l'on nomme alors les Mécontents. Elles passent toutes dans la mémoire collective comme des preuves d'un refus global par la nation de la domination étrangère (autrichienne et turque) et leurs animateurs accèdent au statut de héros, *a fortiori* quand leur fin permet une dramatisation qui sert des buts d'édification et de construction du sentiment national. Leur sort permet d'enrichir le discours de la catégorie du révolté et du martyr. Une galerie de portraits se dessine, où les fidèles du protestantisme sont certes en majorité, mais sans que les catholiques soient ignorés. On y trouve des nobles croato-hongrois comme les Zrínyi (Zrinski) et les Frangepán (Frankopan), des Transylvains comme les princes Rákóczi, ou encore Imre Thököly, originaire de Haute-Hongrie (Slovaquie), dont le but est de restaurer l'intégrité et l'indépendance de la Hongrie.

La reconquête habsbourgeoise se déroule sur trois décennies, de 1686, avec la prise de Buda, à 1718. La paix de Passarowitz (Požarevac) signée le 21 juillet de cette année met fin à une guerre de quatre ans entre Venise et l'Empire ottoman, mais elle consacre aussi les victoires engrangées depuis le tournant du siècle par les forces alliées et constitue un succès pour l'Autriche, qui agrandit ses possessions dans les Balkans. Or si le territoire est ainsi reconstitué, il demeure sous la tutelle autrichienne et se voit immédiatement soumis aux efforts de la Contre-Réforme pour regagner les cœurs à la foi catholique. Le baroque n'est pourtant pas aussi présent en Hongrie qu'il peut l'être en Autriche même ou en Bohême en raison d'un manque évident de finances, épuisées par les guerres qui se poursuivent au

début du XVIII^e siècle, mais aussi parce que les mentalités ont évolué et que les souverains éclairés qui se succèdent à Vienne, Marie-Thérèse et Joseph II, sont davantage préoccupés d'administration, de gestion économique et financière que de prosélytisme. La première a en outre bien besoin des Hongrois pour asseoir son pouvoir et mener sa guerre de succession contre la Prusse, ce qui lui fait respecter scrupuleusement les droits de la nation. Elle occupe par conséquent dans la mémoire hongroise une place privilégiée que seule viendra concurrencer un siècle plus tard Élisabeth (Sissi) de Bavière. Le paradoxe réside dans la perception du personnage de Joseph II dont l'univers mental a tout pour plaire à la majorité des nobles hongrois, qui sont alors séduits par les Lumières, comme en témoigne le succès de la franc-maçonnerie. Mais leurs ambitions divergent puisque le souverain veut germaniser dans un souci de simplification de l'appareil d'État et d'unification, pour ne pas dire de centralisation, d'un ensemble multinational et multiconfessionnel, tandis que l'esprit des Lumières encourage au contraire les élites hongroises à cultiver leur langue et à développer leur particularisme. La mort de Joseph II en 1790 et le rappel de ses réformes réconcilient pour un temps Vienne et la Hongrie ; la noblesse demeure loyale durant tout l'épisode napoléonien, la diète se bornant à voter les crédits militaires.

C'est la génération suivante qui reprend les idées josphistes en les adaptant au contexte hongrois. Il n'est plus question de centraliser et de développer l'Empire mais bien la Hongrie, afin que les fruits du progrès soient consommés sur place. Le romantisme qui enflamme l'Europe résonne tout particulièrement en Hongrie : la découverte des chants populaires, l'enthousiasme pour la Grèce, l'arrivée sur la scène politique de jeunes gens nés avec le siècle se heurtent à la tranquillité du *Biedermeier* viennois, caractérisé par le

repli sur la vie domestique, les goûts simples de la petite bourgeoisie, partagés par la Cour, et la musique de chambre. La longue pause dans la vie parlementaire a empêché la tenue de la diète et déplacé la vie politique vers les salons, l'université et la presse, malgré la censure. C'est par des brochures souvent publiées en allemand en dehors de l'Empire que les partisans des réformes se font connaître de l'opinion. Un de leurs combats est justement de faire du hongrois l'unique langue de communication à la place du latin qui n'a été maintenu qu'en opposition aux tentatives de germanisation. Parmi ces hommes, deux noms se détachent qui incarnent encore aujourd'hui des choix supposés contradictoires pour le bien de la nation.

Depuis les premières révoltes contre les Habsbourg, une dichotomie s'est créée entre partisans de la loyauté et du compromis, et ceux pour qui l'indépendance est la valeur suprême. L'opposition entre « croisés » (*kuruc*) protestants et « collaborateurs » (*labanc*) catholiques liés à Vienne produit une grille d'analyse de l'histoire hongroise et marque son développement jusqu'au xx^e siècle : ses personnages sont immanquablement définis selon ces deux courants qui incarnent – avec bien des nuances – la gauche *kuruc* contre la droite *labanc*. La révolution de mars 1848 enrichit la galerie de personnages rangés dans l'une ou l'autre de ces catégories, ce dont les contemporains sont déjà fort conscients. Le comte István Széchenyi incarne la tendance *labanc* par son souci constant de réaliser les réformes en accord avec les représentants de l'autorité impériale ; Lajos Kossuth vise exactement le même but, mais il est prêt pour cela à se passer de l'aval officiel, il apparaît à la postérité comme l'archétype du *kuruc*. Par conséquent, l'épisode de 1848-1849, qui voit le glissement d'une révolution libérale et loyaliste vers une véritable guerre d'indépendance,

dépasse tout ce que le pays a déjà connu, car son ampleur sans précédent implique les masses.

De 1825 à 1848, période dite de « l'avant-mars » (*Vormärz*), la Hongrie évolue considérablement et bénéficie de l'alliance entre des aristocrates éclairés tels que Széchenyi et le gouverneur impérial, le palatin Joseph, frère de l'empereur, qui mesure l'avantage pour Vienne de développer l'extraordinaire potentiel agricole du pays. Le transport et la commercialisation de ces denrées passent par Budapest et le Danube. Au-delà, c'est à une vaste entreprise de modernisation que se consacre Széchenyi, car il juge la société hongroise arriérée en raison de l'oisiveté de la noblesse et de son peu d'intérêt pour le progrès économique. En outre, l'absence de véritable vie politique la détourne de la chose publique dont s'empare en revanche au début des années 1830 une nouvelle génération de petits nobles, des roturiers membres des professions libérales, voire des industriels et des commerçants. Ce sont eux qui se manifestent au sein des diètes de 1832-1836, 1840 et 1843-1844 et finalement 1847-1848. Ils sont rejoints par des jeunes intellectuels, écrivains, poètes, étudiants, qui animent les cercles de Pest avant d'en faire la capitale de la révolution. Ils ne tardent pas à se draper dans le tricolore rouge (ardeur), blanc (fidélité), vert (espérance). Dans les premiers jours de mars 1848, un dialogue se noue entre la diète, qui siège encore à Presbourg, et les cafés de Pest. L'agitation créée par l'annonce des révolutions de Naples puis de Paris et enfin de Vienne le 13 mars débouche sur la journée insurrectionnelle du 15 mars.

La suite constitue un des moments les plus riches de l'histoire hongroise, tant par son déroulé que par son héritage qui se construit en plusieurs étapes et connaît en 1956, lors de la révolte hongroise contre les Soviétiques, un avatar entièrement placé sous son rappel. La première phase de

la révolution s'inscrit dans une démarche institutionnelle et loyale : les représentants du gouvernement reconnu par l'empereur Ferdinand veulent la transformation du système absolutiste en une monarchie constitutionnelle. La session d'ouverture de la diète nouvellement élue en juillet 1848 est présidée par le palatin. Mais entre-temps, le pouvoir central s'est ressaisi, a maté la révolution à Prague, se bat en Italie ; partout en Europe le mouvement du « printemps des peuples » est réprimé. Les Hongrois sont en butte aux revendications des Croates, des Serbes, des Roumains, des Slovaques, qui ont eux aussi, dans les dernières décennies, formulé des projets nationaux. Les troupes impériales de la frontière militaire, composées de Slaves du Sud, marchent – avec la bénédiction tacite de Vienne – contre le gouvernement hongrois. Au mois de septembre, toutes les tentatives de négociation ayant échoué, le gouvernement démissionne, laissant le pouvoir entre les mains d'un Comité de salut public dirigé par Kossuth qui précipite la Hongrie dans la seconde phase, la guerre d'indépendance. Ce sont désormais les armées impériales qui prennent le relais, mais après avoir repris Buda-Pest en décembre elles sont repoussées de la capitale et ne doivent finalement leur victoire qu'à l'apport de renforts russes. Dans l'intervalle, Kossuth a fait voter par ce qui reste de la diète repliée à Debrecen la destitution des Habsbourg.

La défaite de Világos (aujourd'hui Şiria en Roumanie) face aux troupes russes le 13 août 1849 résonne comme un second Mohács. Elle produit une abondance de martyrs, exécutés, exilés, et la répression menée par le nouveau souverain, François-Joseph, pèse lourdement dans les relations avec l'Autriche. Ce nouveau traumatisme nourrit la mémoire collective et rend la réconciliation difficile. Elle intervient toutefois en 1867 sous la forme d'un compromis où chacun a fait un pas vers l'autre ; l'Autriche empêtrée

dans les difficultés ne peut se permettre de « perdre » la Hongrie dont certains hommes politiques ont compris de leur côté l'intérêt qu'il y aurait à négocier un *modus vivendi* qui profiterait au pays. Ils sont les héritiers de Széchenyi, mort en 1860, tandis que les tenants de Kossuth s'arc-boutent dans le rejet et fondent un parti qui n'aura de cesse de réclamer plus d'autonomie, voire l'indépendance pleine et entière. La Hongrie obtient en 1867 ce qu'elle réclamait en 1848 : un gouvernement responsable devant le Parlement et la gestion de ses affaires intérieures, au grand dam des populations non magyares, qui sont dès lors soumises au modèle centralisateur de Budapest qui leur laisse peu d'espace pour développer leur projet collectif.

L'essor que connaît le pays jusqu'en 1918 est remarquable à tous les niveaux, mais les limites de cette réussite apparaissent au grand jour dans les années précédant la Première Guerre mondiale : le système du Compromis est dans l'impasse face aux revendications des groupes nationaux dans les deux parties de la monarchie ; le développement économique a créé un prolétariat exclu de toute représentation politique faute d'introduction du suffrage universel qui empêche également l'expression de la masse des paysans pauvres, dépourvus de terres et contraints à l'exode vers les villes et outre-mer. Par sa durée et l'ampleur des difficultés économiques, la guerre exacerbe une misère préexistante, bien que l'Autriche-Hongrie se montre très résiliente au long des quatre années du conflit. La défaite n'apparaît donc pas dans un premier temps selon les mêmes modalités qu'en 1526 ou 1848, car le territoire n'est pas concerné par les combats. C'est au lendemain de l'effondrement de l'Empire, entre la fin du mois d'octobre et le début du mois de novembre 1918, que les armées formées par les entités qui déclarent leur indépendance (Tchèques puis Slovaques) ou celles qui prétendent associer les popu-